



Etats Généraux de l'Alimentation

Communiqué de presse

Commission agriculture et ruralité

Europe Ecologie - Les Verts

Il était attendu ce clap de fin : militants de l'écologie, ruralistes comme urbanistes, les tenants de l'agriculture biologique et de la permaculture ainsi que tout le secteur de l'alimentation durable, tous entrevoyaient dans les Etats Généraux de l'Alimentation une porte d'entrée vers une évolution tant désirée des modèles agricoles et du développement des territoires ruraux. Pendant l'attente, l'espoir. Après, la déception.

Si les Etats Généraux de l'Alimentation, via les approches concertées et les ateliers de réflexion thématiques et systémiques, avaient l'immense mérite d'essayer de faire dialoguer tous les partis du monde agricole, des grandes entreprises aux associations locales, des rapports de forces dans la légitimation des discours et dans la mise en valeur des résultats escomptés se sont très vite faits ressentir : les temps de parole ont été trop souvent monopolisés par les représentants de grandes entreprises ou de l'actuel gouvernement, reléguant les propositions alternatives des ONG au second plan, à la marge des problématiques agricoles et alimentaires. Le dialogue unissant les différents tenants de la société a été souvent bafoué sur l'autel de la compétitivité économique de l'agriculture. En ressortent des résultats qui vont dans le même sens : celui de la performance économique de l'agriculture et de la place de la France dans les échanges agricoles internationaux.

Pourtant, ces Etats Généraux portaient d'une bonne intention : celle de penser une restructuration des filières et des politiques structurelles afin de permettre aux paysans de vivre mieux de leur métier, tout en offrant aux consommateurs des produits de qualité à des prix justes et accessibles. Un casse tête chinois, alors que de l'autre main, le gouvernement donne un coup de ciseau dans les aides octroyées aux exploitations en agriculture biologique. En fait le défaut de la politique agricole du gouvernement actuel est qu'elle ne prend pas en compte une composante essentielle de l'agriculture : celle de la considérer comme système social et écologique ; en effet, **le métier de paysan ne se résume pas à un rendement par hectare**, il intègre dans sa dynamique un espace vécu et perçu, un attachement à la ferme, aux animaux, à un héritage culturel et une diffusion des valeurs de la terre d'agriculteur à agriculteur d'une part, et d'agriculteur à consommateur d'autre part.

Penser cette agriculture comme système écologique demande de faire émerger un véritable **contrat social** qui unisse les consommateurs aux paysans, les paysans à leur terre, et la terre à des démarches publiques qui la valorisent comme **bien commun**. Ce contrat peut déboucher sur des propositions concrètes : des techniques innovantes respectueuses de la terre, une relocalisation des filières et des marchés, l'émergence d'une valeur culturelle donnée aux exploitations agricoles, une redistribution des compétences et une décentralisation des processus de gouvernance pour revitaliser les territoires ruraux. L'agriculture est un bien commun, les paysans en sont les gardiens.

Contact : Damien Deville 06 71 07 53 70